



MESSAGE DE CÉLINE ST-PIERRE

En 1996, je suis vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche. Je reçois un appel téléphonique de Bernard Landry, alors ministre d'État à l'Économie et aux Finances dans le gouvernement du Parti Québécois.

Nous nous connaissons très bien depuis nos études à l'Université de Montréal. Il a une demande urgente à me transmettre. Il vient d'apprendre que le ministère de la Défense du Canada a décidé de fermer tous les collèges militaires royaux au Canada, dont le Collège militaire royal de St-Jean, fondé en 1952, et de rapatrier tous leurs effectifs et programmes de formation au Collège militaire royal du Canada établi à Kingston en Ontario. Une décision qui, selon lui, aurait pour effet de réduire les possibilités d'accès des francophones, principalement au Québec, à cette formation et, en conséquence, d'entraîner la diminution de la représentation des Canadiens français dans le corps des officiers au sein des Forces Armées canadiennes.

L'enjeu est grave, selon lui, et je cite: « Il faut que cette formation et cette expertise trouvent un ancrage universitaire au Québec et l'UQAM m'apparaît l'institution en mesure d'assumer cette mission. Il nous faut agir rapidement. » Il s'engage à nous soutenir financièrement dans la mesure du possible et il me dit avoir un candidat compétent à proposer pour réaliser cet objectif.

Je consulte mon recteur, Claude Corbo, qui me donne le feu vert pour trouver réponse à cette demande. À cette époque, nous étions en pleine création de chaires dans divers champs de connaissance, une instance complètement autonome dans la réalisation de ses objectifs de recherche et de formation. Cette forme d'organisation m'apparaît la plus pertinente pour agir rapidement. Elle devra être entérinée par la Commission des Études et le Conseil d'administration. Par ailleurs, la candidature de Charles-Philippe David au poste de professeur et de titulaire de la Chaire devra être entérinée par le Département de science politique. Tout ce processus sera complété en moins de trois mois et la Chaire sera inaugurée en avril 1996, sous le nom de Chaire

Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques.

L'autre défi était de trouver le financement nécessaire à la mise en œuvre des activités de la Chaire, l'UQAM assumant les espaces physiques pour installer les bureaux des professeurs et des chercheurs. Pour faire face au défi du financement, il nous fallait mettre sur pied un conseil de direction très solide. Je suis très reconnaissante aux membres du premier conseil de direction composé de dix membres, dont six provenaient du monde des affaires ou d'instances gouvernementales, qui m'ont épaulée de façon magistrale dans les premiers mois de la mise sur pied de cette Chaire, soit pour l'obtention de fonds ou pour leur appui indéfectible à sa mission.

Nous devons beaucoup à Bernard Landry pour sa proposition visionnaire et pour le choix de l'UQAM pour la mettre en œuvre. Il a cru en notre capacité de la réaliser et il l'a manifesté par l'octroi d'une subvention de 75 000 \$ du ministère des Relations internationales. Soulignons aussi l'importance du don de 200 000\$ de la Banque Laurentienne, dont Claude Castonguay, président du conseil de direction de la Chaire, était alors le vice-président. Ces dons ont été essentiels au démarrage et au développement de cette chaire.

En conclusion, je crois que ce que la Chaire Raoul-Dandurand est devenue en 30 ans pourrait s'expliquer en partie par le socle sur lequel elle a été bâtie et surtout par la ténacité et les compétences académiques de son premier titulaire, Charles-Philippe David. La Chaire est devenue une référence incontestable dans le champ élargi des études stratégiques et diplomatiques, sa mission première. Tout au long de ces 30 ans, avec la collaboration des membres de la Chaire, il aura aussi réussi à faire de cette chaire, un pôle de transmission et de diffusion dans l'espace public et d'expertise auprès de groupes signifiants de la société.

Je crois que Bernard Landry en serait très fier, tout comme je le suis aussi.

Céline Saint-Pierre

Professeure émérite de sociologie et Vice-rectrice enseignement et recherche (1992-1996), UQAM